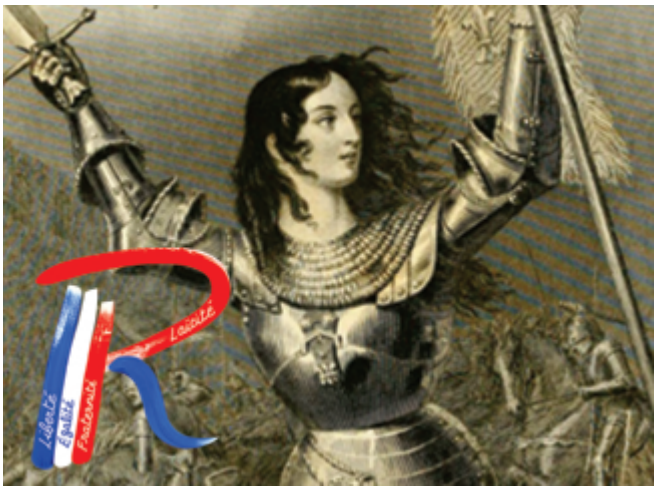
Ces insaisissables «mineurs marocains» qui hantent les villes françaises

écrit par Antiislam | 14 juin 2019



Du Figaro :

ENQUÊTE – Quel âge ont-ils? D'où viennent-ils? Nul ne le sait au juste. Apparus en France il y a quelques années, au terme de longues errances de la Méditerranée à l'Europe, ces jeunes, drogués, violents, autant victimes qu'agresseurs, laissent les autorités démunies et suscitent, dans les quartiers populaires où ils vagabondent, à la fois exaspération et pitié.

Comme chaque soir, vers 21 heures, le quartier populaire de la Goutte d'Or à Paris, voit surgir les mêmes frêles silhouettes. Non loin de l'église Saint-Bernard, de jeunes garçons font irruption par petits groupes.

En jean, baskets, ils se rassemblent sur les trottoirs.

Rien ne les distingue des autres passants du même âge: même tenue, comportements semblables.

Mais les habitants de cette partie du XVIII^{e} arrondissement de

la capitale les reconnaissent sans peine.

«Ceux-là, ce sont les mineurs marocains», signale Bertrand, attablé avec sa famille et des amis dans un restaurant.

> *Sortant volontiers le couteau, ils volent, arrachent les colliers, s'emparent des portables et des portefeuilles, cambriolent*

Depuis près de trois ans, la Goutte d'Or est devenue le point de chute de ces grappes de jeunes en errance à travers la France mais aussi l'Europe. Un phénomène apparu il y a une dizaine d'années et qui, par vagues, frappe différents pays.

Polytoxicomanes, victimes d'abus divers, délinquants, violents, ces groupes d'enfants viennent s'échouer dans des villes à la recherche de squats, d'abris de fortune et de rapines.

L'association française Trajectoires, qui a étudié cet exode et rendu un rapport sur le sujet, a suivi leur parcours en Europe. Barcelone, Milan, Turin, Bruxelles, Berlin, Hambourg ou encore Stockholm ont été le point d'ancrage de ces bandes aussi mobiles que volatiles et présentant les mêmes mécanismes de défense.

Toutes griffes dehors et refusant systématiquement toute aide, elles sont prêtes à déguerpir à la moindre contrainte, même s'il s'agit de les secourir.

Ses membres sont dans un mode de survie permanent et ne comptent que sur eux-mêmes.

Sortant volontiers le couteau, ils volent, arrachent les colliers, s'emparent des portables et des portefeuilles, cambriolent.

[•••]

À la tête du commissariat du XVIII[e] arrondissement, elle a entrepris avec ses équipes un travail avec les agents consulaires du Maroc.

Depuis juin 2018, à partir du fichier national d'empreintes digitales de leur pays, ces fonctionnaires marocains tentent d'identifier ces garçons.

Les chiffres obtenus sur un an sont déroutants: sur 641 jeunes contrôlés, 108 étaient marocains et 10 étaient des mineurs.

[•••]

Face à cette situation, Paris demande un engagement de l'État. «Le problème est international.

À la recherche de solutions comme nous, des Suédois sont récemment venus nous voir. En France, de nombreuses villes sont touchées.

Or l'État reste aux abonnés absents alors qu'un dispositif national s'impose», dénonce Dominique Versini, adjointe en charge des solidarités dans la capitale.

L'attaque «à la Zidane»

Plusieurs autres agglomérations sont concernées.

C'est le cas de Bordeaux, où l'on voit déferler des dizaines de gamins, de 10 à 12 ans.

Drogués, ils se réfugient dans des squats. «Dans une affaire aujourd'hui à l'instruction, on a vu comment ils se rassemblent la nuit sur les quais de la ville aux abords des discothèques pour détrousser la clientèle», dit-on à la JIRS (juridiction interrégionale spécialisée) de la ville.

Comme ces agresseurs l'ont eux-mêmes raconté, leur technique

de vol s’appelle, l’attaque «à la Zidane».

Une claque pour déséquilibrer la victime avant de la délester.

Refusant comme ailleurs toute aide, ces bandes s’enracinent dans la délinquance. «Tentative de meurtre entre eux, home-jacking, cambriolages», énumère la procureur de Bordeaux, Marie-Madeleine Alliot, qui tire la sonnette d’alarme.

«On est stupéfait de l’ampleur de ce phénomène.»

Les chiffres parlent d’eux-mêmes: 32 déferrements de mineurs en 2017, 162 en 2018 et 300 pour ces six premiers mois de l’année. À chaque fois, les Marocains représentent la grande majorité de ces jeunes présentés à la justice.

Certains, une fois de plus, se révèlent être des «majeurs». Entre magistrats, on a pris l’habitude de les appeler «les mijeurs»…

La prise en charge de cette population qui fuit les foyers est, ici aussi, un casse-tête.

«La police, les avocats, les interprètes, tout le monde s’épuise. Même en prison, où certains mineurs sont envoyés, c’est compliqué.

Leur violence déconcerte», relate la magistrate, convaincue de l’existence d’une organisation criminelle derrière ces cohortes de déshérités.

Mais à ce jour, les enquêtes en cours, à Bordeaux comme à Paris, ne le démontrent pas.

S’associant à la demande de sa collègue parisienne, Alexandra Siarri, adjointe à la cohésion sociale à Bordeaux, réclame aussi un cadre d’action national. Cette nouvelle forme de détresse appelle, selon elle, une réponse d’envergure qui reste à inventer.

http://lefigaro.fr/actualite-france/ces-insaisissables-mineurs-marocains-qui-hantent-les-villes-francaises-20190612

Ces jeunes sont certes des malheureux.

Mais ils sont les victimes de la société MUSULMANE marocaine.

C'est au Maroc de gérer les abominables carences qu'entraine toujours et partout une société musulmane.

Pas à la France ! Pas à NOTRE PAYS !!

Tant que nous ne montrerons pas les dents, à tous ces pays faillis que sont les pays musulmans, la désintégration de la France s'amplifiera !

Ils continueront à tirer sur la corde et la corde … c'est nous !

J'aime bien la crapulerie des « fonctionnaires marocains » (sic) qui viennent constater, en France, d'un air détaché que ces enfants sont marocains : ce sont leurs enfants, pas les nôtres !

Ces enfants doivent être renvoyés, humainement mais fermement dans leur Maroc natal: nous pouvons, et nous devons, changer nos lois en matière de mineurs.

Pas dans le sens de la traitressse Belloubet :

http://resistancerepublicaine.com/2019/06/13/belloubet-taree-et-irresponsable-veut-interdire-de-poursuivre-penalement-les-moins-de-13-ans/

Nous pouvons aussi employer des mesures de rétorsion si le Maroc ne veut pas les reprendre.

Céder sans fin à la crapulerie des pays musulmans nous mène à l'abîme.

Les musulmans nous méprisent d'après leur Coran : ne leur

donnons pas, par notre lâcheté, la confirmation de ce mépris.

Oui, montrons, enfin, les dents !

Nous sommes souverains à la fin !!